



programme Solidarité Eau

# Faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

## SOMMAIRE

### Appuyer les initiatives locales de coopération internationale 3

#### 1. Le pS-Eau renouvelle ses engagements autour de ses mandats fondateurs 4

Nos actions : comprendre, appuyer, partager 5

La charte du pS-Eau 6

Notre réseau de partenaires 7

#### 2. Année 2007 : quelles contributions aux actions de développement ? 8

En Afrique 11

En Europe 13

En France, au niveau national 16

En France, au niveau local 15

Concertation pays 18

La communication à destination des acteurs de l'eau 21

#### 3. Budget et organisation 22

Le budget du pS-Eau en 2007 22

Les instances du pS-Eau 23



# Appuyer les initiatives locales de coopération internationale



**E**n 2007, les coopérations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement des grandes agglomérations françaises ont pris une ampleur significative. Plus de 50 % des usagers français sont maintenant concernés par l'application de la loi Oudin-Santini. Le pS-Eau y a contribué en assurant, avec l'appui du ministère des Affaires étrangères et européennes, le secrétariat du groupe d'échange CNCD/CNE (Commission nationale de la coopération décentralisée/Comité national de l'eau).

C'est le moment pour nous, membres du réseau pS-Eau, de diffuser les acquis dans ce domaine, de recenser, faire connaître les actions menées et favoriser les rapprochements entre tous les acteurs de la coopération, sur des bases solides et exploitables par ceux qui souhaitent nous rejoindre. Les programmes de recherches actions que nous avons menés avec nos partenaires en Afrique et en Europe ont contribué à cette profonde professionnalisation du secteur.

À l'heure où les coopérations décentralisées prennent leur essor, que les Ong se structurent autour du thème de l'accès à l'eau et à l'assainissement, il est paradoxal qu'en se réorganisant, l'Etat français fragilise les outils, comme le pS-Eau, qui ont facilité et répondu aux attentes des acteurs du secteur ; 2007 et 2008 sont des années charnières, qui voient l'Agence Française de Développement prendre sa place, le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire accroître ses compétences. Nous espérons que nous trouverons dans ce nouveau paysage les interlocuteurs compétents qui accompagneront l'effort de coopération des citoyens.

La crise alimentaire mondiale qui s'aggrave est là pour nous rappeler l'unicité du monde et que nous ne pouvons impunément gaspiller la ressource. Ressource naturelle comme l'eau, mais par-dessus tout humaine et qui nécessite une pérennisation de la coopération de proximité que nous continuerons à soutenir avec énergie.

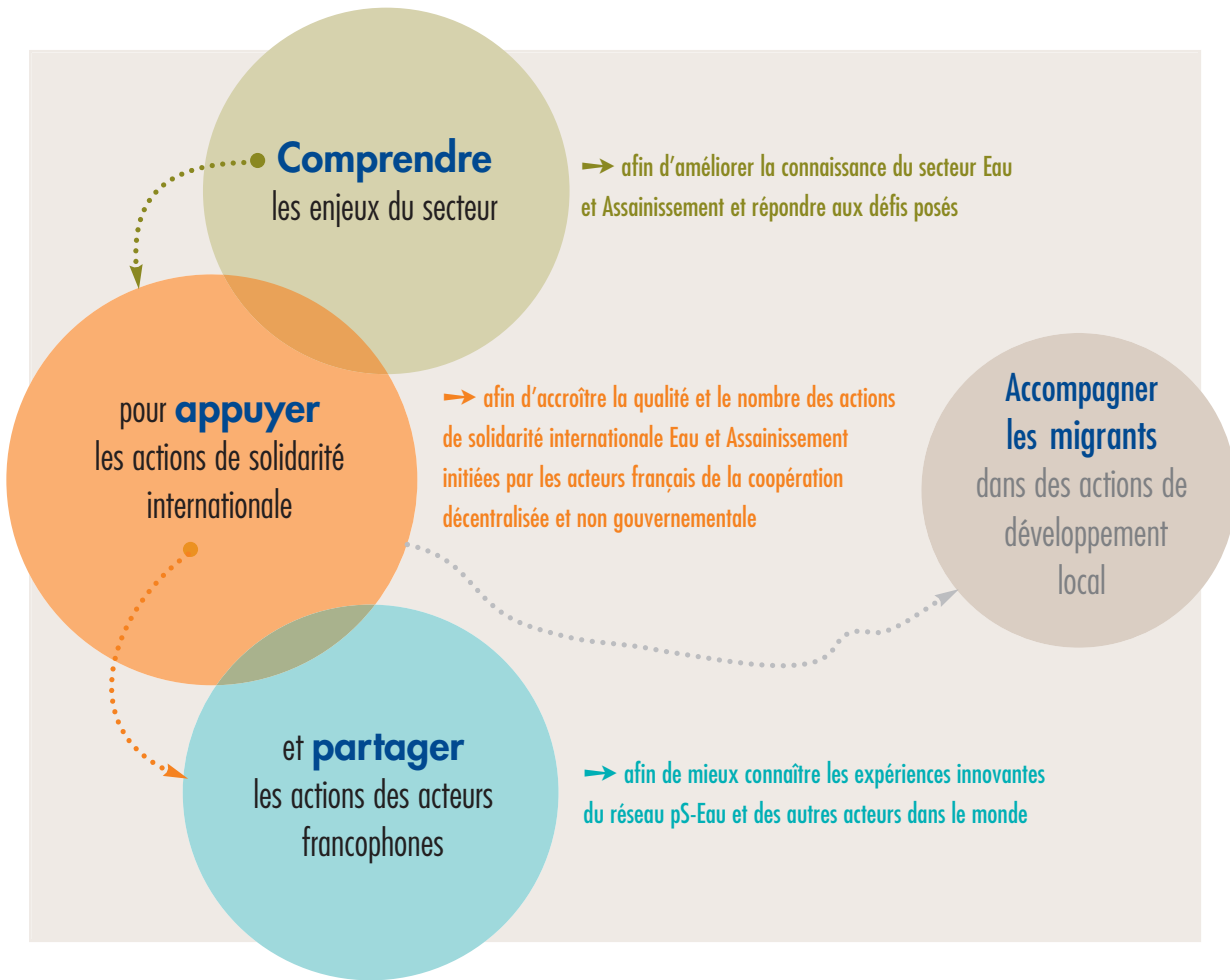
René Ala, président du pS-Eau

Pierre-Marie Grondin, directeur du pS-Eau

# 1 Le pS-Eau renouvelle ses engagements autour de ses mandats fondateurs



## Nos actions : comprendre, appuyer, partager



## La charte du pS-Eau

En provoquant des collaborations et des échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.



L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, les adhérents à pS-Eau s'engagent à :

1. susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
2. favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
3. participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
4. faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
5. organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
6. promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public ;
7. proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.

## Notre réseau de partenaires

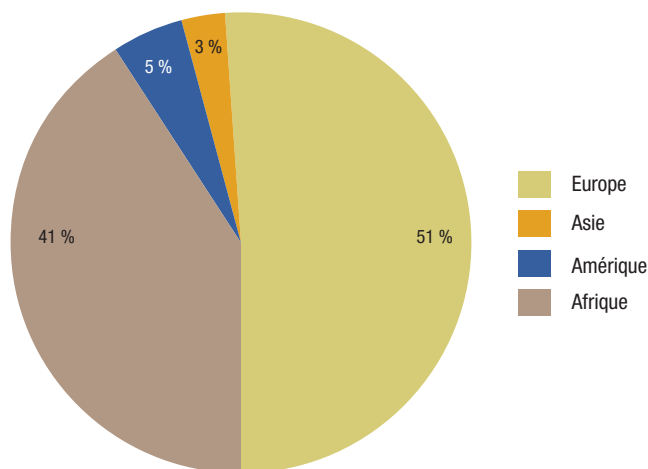
Pour suivre l'évolution du réseau et assurer sa mise à jour, le pS-Eau dispose d'un répertoire de personnes et d'organismes œuvrant dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Ce répertoire, outil central et stratégique dans le fonctionnement du réseau, sert à diffuser de l'information et à solliciter des contacts et personnes ressources sur des thématiques et des zones géographiques spécifiques.

Fin 2007, le pS-Eau dispose d'une base de 19 000 contacts. Deux types d'acteurs se distinguent : ceux avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues, ceux auprès desquels le pS-Eau diffuse des informations ciblées en fonction de leurs activités. En 2007, le répertoire a augmenté d'environ 2 000 contacts.

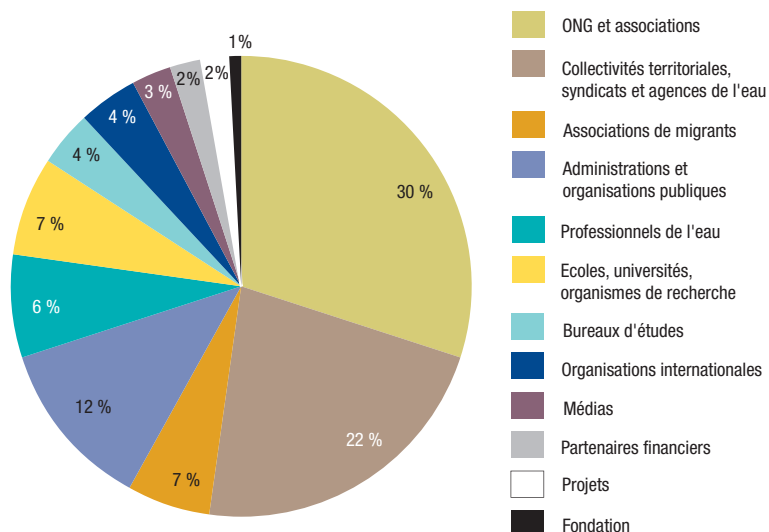
Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 92 % en Europe et en Afrique. De fait, les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont : la France, où 8 250 contacts représentent 43 % du répertoire ; les régions d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, où 7 200 contacts identifiés constituent 38 % du répertoire.

En France comme en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont majoritairement des ONG, des associations de développement, des collectivités locales et des associations de migrants. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

### Origine géographique des partenaires du pS-Eau



### Les partenaires du pS-Eau



## ② En 2007 : quelles contributions au développement ?





## En Afrique

### Appui à l'élaboration de stratégies municipales concertées pour l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous (SMC)

Le programme SMC (Stratégies municipales concertées pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement pour tous) est coanimé par le Partenariat pour le développement municipal (PDM) et le pS-Eau. Il comprend quatre composantes :

1. Stratégies municipales concertées et plans d'actions dans douze villes africaines.
2. Stratégies régionales d'appui aux petites villes dans trois régions.
3. Production et diffusion de guides d'aide à la décision.
4. Production de modules de formation en lien avec les nouveaux métiers de l'eau et de l'assainissement.

Année de démarrage de ce programme, 2007 a surtout été consacrée à la composante n° 1, qui comprend l'élaboration de stratégies municipales concertées pour l'eau potable et l'assainissement dans quatre villes africaines : Abomey au Bénin, Tahoua au Niger, Rosso en Mauritanie, Ebolowa au Cameroun. Cette année a également permis de consolider la méthodologie pour le lancement en 2008 des trois autres composantes.

- **Financement** : Commission européenne (Facilité ACP-UE pour l'eau), AFD
- **Contacts** : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)  
Félix Adégnika (fadegnika@pdm-net.org)
- **Plus d'infos** : [www.pseau.org/smc](http://www.pseau.org/smc)



### Un Système africain d'information sur l'eau (SADIEau) pour faciliter l'accès à l'information

Une grande quantité d'information est produite en Afrique, peu ou pas diffusée. Face à ce constat, SADIEau vise à fédérer, à l'échelle du continent, un vaste réseau d'acteurs africains pour diffuser l'information spécifiquement africaine.

En 2007, une phase pilote a été engagée afin de tester des outils et protocoles de circulation de l'information, ainsi que la capacité de SADIEau à mobiliser un réseau de partenaires dynamiques.

SADIEau est mis en œuvre par un consortium africano-européen : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) en tant que secrétariat technique permanent du Réseau africain des organismes de bassin (RAOB), Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA), Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Office international de l'eau (OIEau) et pS-Eau.

- **Financement** : Commission européenne (Facilité ACP-UE pour l'eau) MAEE, DFID
- **Contact** : Denis Désille (desille@pseau.org)
- **Plus d'infos** : [www.sadieau.org](http://www.sadieau.org)

## Travaux préparatoires au test des normes ISO pour l'amélioration des services en eau et assainissement

Les normes ISO 24510, 24511 et 24512, publiées en décembre 2007, sont des lignes directrices pour améliorer la gestion et l'évaluation des services d'eau potable et d'assainissement tout en favorisant une meilleure prise en compte des attentes des usagers.

Durant l'année 2007, le pS-Eau a contribué aux travaux de finalisation de ces trois normes en veillant à ce qu'elles tiennent compte des problématiques spécifiques aux pays en développement, particulièrement celles liées au contexte africain.

En collaboration avec l'Office national de l'eau potable (ONEP) du Maroc, le pS-Eau a préparé une phase de tests de ces normes ISO sur une dizaine de sites en Afrique, représentatifs de la diversité des contextes. Une méthodologie de mise en œuvre a été finalisée dans le cadre de deux ateliers réunissant les représentants des opérateurs, des collectivités locales, des autorités de régulation et de la société civile des sites pressentis pour ces tests. Le premier atelier, à l'attention de dix pays francophones, s'est tenu à Rabat (au Maroc) en mai 2007. Le second atelier, à l'attention de six pays d'Afrique anglophone, s'est tenu à Kampala (en Ouganda) en juillet 2007.

Les travaux préparatoires à la méthodologie et à la mobilisation des acteurs impliqués dans ces tests ont permis de produire un document projet qui sera soumis aux partenaires financiers africains et européens durant l'année 2008.

- Financement : MEEDDAT, WBI, ONEP, InWent, etc.
- Contacts : Christophe Le Jallé, le-jalle@pseau.org  
Denis Désille, desille@pseau.org
- Plus d'infos : [www.iso-water-africa.org](http://www.iso-water-africa.org)



## Des stratégies nationales pour l'assainissement

Des politiques et stratégies nationales d'assainissement sont indispensables pour développer ce secteur. Elles permettent de traduire une volonté politique en actions concrètes et constituent un cadre de référence pour le partage des rôles entre acteurs ainsi que la définition des actions à mener. Néanmoins, force est de constater que l'efficacité opérationnelle des stratégies envisagées varie largement d'un pays à l'autre.

L'objectif de la démarche engagée par le pS-Eau est d'appuyer les pays de la zone ACP pour élaborer ou renforcer leurs cadres stratégiques nationaux d'intervention dans ce domaine.

En 2007, le pS-Eau a poursuivi son appui à la direction nationale de l'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances (DNACPN) du Mali. Après un processus de concertation ponctué par deux ateliers nationaux regroupant l'ensemble des acteurs du secteur, un consensus commun a permis de définir une politique nationale de l'assainissement, accompagnée de cinq stratégies sous-sectorielles. Les enseignements tirés de cette première expérience permettront de consolider la méthodologie pour accompagner d'autres pays d'ici 2010.

- Financement : MAEE
- Contacts : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)  
Denis Désille (desille@pseau.org)
- Plus d'infos : [www.pseau.org/strat-nat](http://www.pseau.org/strat-nat)

## En Europe

### Initiative européenne pour l'eau

L'Initiative européenne pour l'Eau (EUWI) a été lancée en 2007. Elle s'appuie principalement sur la déclaration de Partenariat stratégique Afrique-Union européenne sur l'eau et l'assainissement signée en 2002 à l'occasion du sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg. Le but de ce partenariat multi-acteurs est de contribuer de manière effective et conjointe à l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement.

Dans le cadre de cette Initiative, plusieurs groupes de travail thématiques et régionaux ont été mis en place. Le pS-Eau est tout particulièrement impliqué dans le groupe de travail Afrique, mais également dans le groupe de travail Finance.

Le groupe de travail Afrique (GTA) a été coprésidé en 2007 par la France et la République du Congo. Dans ce cadre, le MAE a confié au pS-Eau et au PDM l'animation d'un groupe de réflexion pour élaborer des messages partagés entre partenaires africains et européens, sur la thématique spécifique de l'assainissement. Ce travail a démarré par deux ateliers de travail (à Ouagadougou et Stockholm), puis a été consolidé par une conférence électronique. Les enseignements de ce processus ont été présentés lors de la réunion du GTA à Paris en décembre 2007. Ils ont ensuite été repris par le Royaume-uni, coprésident du GTA en 2008, pour préparer une déclaration commune Afrique-Union européenne sur l'assainissement, laquelle devrait être portée par les instances politiques africaines et européennes.

- Financement : MAEE
- Contact : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)
- Plus d'infos : [www.pseau.org/ass-t-awg-euwi](http://www.pseau.org/ass-t-awg-euwi)



### Facilité ACP-UE pour l'Eau

La Facilité pour l'eau de la Commission européenne est l'un des seuls guichets de financements internationaux ouverts aux acteurs décentralisés des pays du Sud (collectivités locales et ONG). Il importe donc qu'elle soit prolongée.

En l'absence de toute certitude relative quant à sa pérennité et pour lui donner un second souffle, le pS-Eau s'est mobilisé en 2007 : en France auprès, des collectivités locales, des ONG et des pouvoirs publics, pour qu'ils agissent auprès des instances européennes ; en Europe auprès de la Commission européenne et des autres acteurs européens (Etats membres, ONG...); en Afrique, avec le PDM et CGLUA, auprès des partenaires africains (ministères, collectivités locales, ONG), pour qu'ils mobilisent leurs représentants au sein du comité ACP.

Au terme de l'année 2007, les résultats obtenus sont encourageants : la plupart des partenaires tant européens qu'africains (Etats membres, AMCOW, collectivités locales, ONG) soutiennent la relance de la Facilité.

- Financement : MAEE
- Contact : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)



## Réseau des ONG européennes sur l'eau

Fin 2006 a commencé à se constituer un réseau entre ONG européennes qui se retrouvaient régulièrement dans le cadre de l'Initiative européenne pour l'eau. Durant l'année 2007, ce réseau s'est consolidé et a essayé de mobiliser d'autres ONG de différentes régions d'Europe. Outre quelques réunions adossées aux principales rencontres sur l'eau en Europe, ce réseau s'appuie sur une diffusion et un partage de connaissances via une liste de distribution électronique.

En décembre 2007, ce réseau, auquel le pS-Eau participe activement, a précisé ses objectifs : 1) veiller à ce que l'eau et l'assainissement deviennent des priorités dans les politiques internationales pour le développement ; 2) encourager la mise en place de politiques internationales de développement durable.

Ce réseau s'est ainsi mobilisé pour encourager les membres du G8 à inclure l'eau dans l'agenda de leur sommet 2008.

• Contact : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)

## Financements solidaires

Le travail engagé par le pS-Eau depuis plusieurs années sur l'identification, le soutien et la promotion des mécanismes de financement solidaire a abouti en 2006 au lancement d'une initiative mondiale présidée par Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE.

En 2007, le pS-Eau a poursuivi l'accompagnement des membres de ce réseau naissant, afin de les doter des outils nécessaires pour convaincre ceux qui ne se sont pas encore engagés. Des collectivités locales espagnoles, italiennes et belges se sont maintenant dotées de dispositifs de financement solidaire dédié à l'eau.

En août 2007, une réunion organisée à Stockholm durant la Semaine mondiale de l'eau, a permis de valider l'intérêt de tous pour qu'une plate-forme d'échange des pratiques de solidarité soit mise en place rapidement. Ce processus s'inscrit également dans le cadre de la préparation du 5<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau à Istanbul, et se fait en lien avec toutes les initiatives existantes, tant du côté du réseau Villes unies contre la pauvreté, que de la démarche engagée du côté italien.

• Financement : MAEE/MEEDDAT

• Contact : Sarah Mackenzie (mackenzie@pseau.org)

• Plus d'infos : [www.pseau.org/fin-sol](http://www.pseau.org/fin-sol)

## En France, au niveau national



### Partenariat français pour l'eau (PFE)

Suite à l'organisation de la présence française au 4<sup>e</sup> forum mondial de l'eau de Mexico en 2006, l'année 2007 a vu la création du Partenariat français pour l'eau (PFE). Le pS-Eau a participé à l'ensemble de ses réunions : celles de son comité de pilotage ainsi que celles consacrées à la préparation du 5<sup>e</sup> forum mondial de l'eau d'Istanbul en 2009.

Le pS-Eau a également participé à la conception et au montage du site Internet du PFE et à l'animation des groupes « Gouvernance des services et coopération décentralisée » (via le groupe d'échange CNCD/CNE) et « Assainissement ».

- Financement : MAEE/MEEDDAT

- Contact : Pierre-Marie Grondin (grondin@pseau.org)

### Document d'orientation stratégique de l'APD française pour le secteur assainissement

Afin d'orienter son aide publique au développement, la France s'est dotée en 2005 d'une stratégie interministérielle sur le secteur de l'eau. L'assainissement y avait été défini comme l'une des priorités. Aussi, à la veille du lancement de l'année internationale de l'assainissement, le ministère des Affaires étrangères a souhaité qu'un document d'orientation stratégique (DOS) soit élaboré pour définir un cadre pour la coopération des institutions publiques françaises dans ce domaine.

Un groupe de travail a été mis en place pour préparer ce DOS Assainissement. Il est présidé par le ministère des Affaires étrangères, en lien étroit avec l'AFD, et animé par le pS-Eau. Ce groupe rassemble des représentants des acteurs français impliqués dans le secteur de l'assainissement dans les pays en développement : ministères et agences publiques, ONG, collectivités locales, milieu de la recherche, secteur privé, etc.

Le groupe s'est réuni plusieurs fois fin 2006 et début 2007. Sur la base du contenu défini par le groupe de travail, un groupe restreint composé du MAE, de l'AFD et du pS-Eau s'est constitué pour rédiger une nouvelle version du DOS. Celle-ci sera mise en débat au sein du groupe multi-acteurs début 2008, afin de valider la structure générale du document et ses principaux messages. Puis, après la prise en compte des remarques, une version finale sera soumise pour adoption par le groupe. La Conférence d'orientation stratégique et de programmation (COSP), présidé par le secrétaire d'Etat à la Coopération, pourra ainsi valider ce document durant 2008, année internationale de l'assainissement.

- Financement : MAEE

- Contact : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)

## Animation du groupe d'échange CNCN/CNE

Le pS-Eau assume la fonction de secrétariat exécutif de la plate-forme de concertation initiée par les ministres en charge de l'écologie et de la coopération. Ce lieu de concertation vise à accompagner les initiatives de coopérations décentralisées et non gouvernementales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et plus particulièrement dans le cadre de la mise en application de la loi du 2 février 2005, dite « loi Oudin ». Il est aussi le lieu de rapprochement avec les politiques de l'Etat.

Un groupe de travail animé par le pS-Eau s'est réuni plusieurs fois en 2007, associant les représentants de la délégation à l'Action extérieure des collectivités locales (DAECL), de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), de l'Office internationale de l'eau (OIEau), du pS-Eau et des agences de l'eau afin de valider les modalités de mise en commun des données et leur mise en ligne sur les sites Internet de la DAECL, de l'AMGVF, et [www.eau-internationale-gouv.fr](http://www.eau-internationale-gouv.fr).

La DAECL a lancé une enquête auprès de l'ensemble des collectivités territoriales françaises pour mieux connaître leur actions de coopération. Les réponses concernant l'eau sont envoyées au pS-Eau qui gère la partie eau et assainissement de cette base de données. Pour l'instant 1 500 collectivités ont répondu, toutes coopérations confondues. La base « eau » sera détaillée sur le site Internet du pS-Eau.

Cette activité s'inscrit dans la mission du pS-Eau d'accompagnement des acteurs français de la coopération décentralisée.

- Financement : MAEE/MEEDDAT
- Contact : Pierre-Marie Grondin ([grondin@pseau.org](mailto:grondin@pseau.org))



## Les deux programmes Migrations du pS-Eau

### 1. Programme Migrations et Initiatives Economiques

Le PMIE vise à favoriser les initiatives économiques portées par les migrants dans leur pays d'origine ou en France, par la mobilisation, l'animation et la coordination d'un réseau d'acteurs qui apportent leur expertise et fournissent des services adaptés en appui/conseil pour des projets en France et en Afrique.

Les deux activités « phares » du PMIE sont :

- l'information, l'accueil et l'orientation des porteurs de projets ;
- l'animation et la mobilisation de réseaux d'opérateurs.

Le travail de mobilisation de partenaires et d'expertise du PMIE se décline autour de trois grandes catégories d'acteurs :

- le réseau GAME (Groupe d'appui à la micro-entreprise), qui regroupe 19 structures françaises offrant un appui aux initiatives économiques des migrants ;

– le réseau d'opérateurs africains partenaires du PMIE dans 11 pays d'Afrique. Ces opérateurs accompagnent les porteurs de projet dans la réalisation de leur étude de faisabilité, leur démarche de création ou de recherche de financements ;

– 90 structures et personnes-ressources qui s'intéressent, à différents titres, aux projets portés par les migrants dans leur pays d'origine.

En 2007, plus de 200 porteurs de projets ont été accueillis directement par le PMIE ; 1 000 porteurs de projet ont été reçus par l'ensemble du réseau GAME - parmi lesquels 120 ont été suivis ; et 70 porteurs de projets ont été appuyés par les membres du réseau d'opérateurs africains partenaires du PMIE. Cinq réunions d'échanges méthodologiques ont été organisées et un processus de capitalisation de l'expérience des membres du réseau a été engagé.

- Financement : MAEE, DPM
- Contact : Deborah Galliot (galliot@pseau.org)
- Plus d'infos : [www.pseau.org/pmie](http://www.pseau.org/pmie)



## 2. Programme Codéveloppement Mali et Sénégal

Depuis février 2003, le pS-Eau anime des cellules relais pour les programmes codéveloppement Mali et Sénégal. Ces cellules sont chargées de mobiliser et de coordonner en France les moyens nécessaires à l'accompagnement des projets portés individuellement par les migrants ou leurs associations, tant en terme de création d'activités économiques que de réalisation d'infrastructures collectives en soutien au développement local des régions d'origine. De plus pour le Mali, un volet d'échanges de compétences et de savoirs entre la jeunesse de France et celle du Mali a été mis en place. En 2007 :

- plus de 150 entrepreneurs migrants ont été accueillis et conseillés dans leurs projets ;
- plus de 60 associations de migrants ont été appuyées et orientées dans leurs projets de développement local ; 30 d'entre-elles ont bénéficié des financements des programmes de codéveloppement pour mettre en œuvre leurs projets au Mali et au Sénégal dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'hydraulique et l'agriculture, etc. ;
- plus de 20 associations de jeunes ont été accompagnées et 5 projets d'échanges sociaux culturels réalisés ;
- une base de données sur Internet permettant un suivi en temps réel des projets Codéveloppement au Sénégal a été mise en place ;
- une dizaine de rencontres d'information et d'échanges thématiques avec les migrants et leurs partenaires ont été organisées en France ;
- une plaquette d'information à destination des structures de jeunesse en France a été élaborée et diffusée.

- Financement : MAEE
- Contacts : Gille Cressan (cressan@pseau.org) et Sylvette Milin (milin@pseau.org)



## En France, au niveau local

### Accompagnement des acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale

L'accompagnement de la coopération internationale dans le domaine de l'eau est le cœur du travail du pS-Eau. Cet accompagnement se focalise sur les collectivités locales, les syndicats des eaux et les ONG. Il a pour but de renforcer la coopération de proximité, de la rapprocher et de la rendre plus efficace et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales, dont elle constitue un complément indispensable. L'activité a été particulièrement importante en 2007, auprès de plus de 2 000 collectivités, ONG, organismes de recherche, en contacts réguliers avec le secrétariat du pS-Eau.

Ainsi en 2007, le pS-Eau :

- a répondu aux demandes multiples face à l'opportunité offerte par la loi Oudin-Santini – cela va d'une adresse d'entreprise au conseil pour le montage d'un dossier de demande de subvention auprès de bailleurs potentiels, en passant par la mise en cohérence de projets avec les réalités de chaque terrain. Cette présence et cette réponse à la demande occupent un quart de temps du secrétariat (chaque ingénieur est sollicité en fonction de ses compétences techniques ou géographiques particulières) ;
- a organisé des réunions de formation et d'information ouvertes à tous sur des sujets variés, tels que l'eau et l'assainissement en Mauritanie, la manière de monter un projet ou la gestion des points d'eau mécanisés.



Ces réunions sont organisées en partenariat, notamment avec les services techniques nationaux, les SCAC, CUF, des collectivités ;

- a animé des rencontres au niveau des régions françaises, en lien avec les collectivités territoriales et les centres ressources régionaux, pour :
  - 1) partager des expériences ;
  - 2) renforcer la capacité de formulation des projets des ONG ;
  - 3) affiner l'analyse des propositions techniques et financières des collectivités qui ont mis en place des dispositifs de cofinancement des projets soumis par les acteurs locaux.

L'organisation de ces rencontres a été grandement facilitée dans deux régions : en Rhône-Alpes, en relation avec la communauté urbaine de Lyon, qui a sollicité l'appui du pS-Eau pour développer ses actions à l'internationale, et en Bretagne, où un chargé de mission accompagne une dynamique régionale. Dans le cadre de sa fonction d'accompagnement de la coopération décentralisée, le pS-Eau a produit de nombreux outils et supports (cf. le chapitre « La communication à destination des acteurs de l'eau », page 21).

- Financement : MAEE/MEEDDAT/SEDIF
- Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)



### • Accompagnement de la communauté urbaine du Grand Lyon

En 2007, le partenariat entre le pS-Eau et la communauté urbaine du Grand Lyon s'est concrétisé par la coanimation du Fonds Eau (participation aux comités techniques et de pilotage, amélioration de la procédure de sélection, aide à l'instruction des demandes, appui à la communication externe et interne, capitalisation et mise en réseaux des initiatives financées).

Plus globalement à l'échelle de la région Rhône-Alpes, le pS-Eau apporte un appui-conseil aux acteurs régionaux, poursuit le recensement de ses acteurs et promeut les opportunités offertes par la loi Oudin-Santini. Dans ce cadre en 2007, le pS-Eau :

- a élaboré un document « profil de projet » téléchargeable sur le site Internet ;
- a réalisé une grille d'aide à l'évaluation, accompagnée d'une notice pédagogique ;
- a mis en place, pour la communauté urbaine, une base de données des projets soutenus qui permet un suivi financier et administratif et facilite la réalisation d'un bilan d'activité ;
- a animé un atelier de travail interne sur l'évaluation des projets et réalisé un bilan technique des quatre années d'existence du Fonds Eau ;
- a facilité le rapprochement entre le conseil régional Rhône-Alpes, l'Agence de l'eau RM&C, Grand Lyon et Resacoop afin d'accroître les synergies et lancer une dynamique régionale.

• Financement : Grand Lyon / MAEE

• Contact : Rémi Gatineau (gatineau@pseau.org) 04 78 95 89 29



### • Accompagnement de la région Bretagne

Amorcé en 2006, avec l'Université bretonne de l'eau en point d'orgue, l'appui du pS-Eau au conseil régional de Bretagne s'est poursuivi en 2007 autour d'actions visant le développement, par les acteurs bretons, d'initiatives de coopération et de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement :

- recensement des acteurs bretons de la solidarité internationale et de leurs actions dans le domaine de l'eau et/ou de l'assainissement, et leur mise en relation ;
- information sur la loi Oudin-Santini et plus largement sur les actions eau et assainissement à travers des animations et diverses présentations ;
- appui à l'organisation de journées départementales d'information et d'échanges dans le Finistère et le Morbihan, en lien avec les principaux réseaux associatifs bretons impliqués dans la coopération et solidarité internationale (ARIC et CBCI pour les collectivités, la CASI-Bretagne pour les associations) ;
- accompagnement de la région Bretagne dans l'organisation d'une séquence sur le thème de l'eau lors des Assises bretonnes de la coopération et de la solidarité internationale 2007 ;
- réponse aux sollicitations de diverses associations, établissements d'enseignement et collectivités bretonnes mobilisés autour d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

• Financement : Conseil régional de Bretagne

• Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

## Concertation pays

### Dans trois pays du bassin du fleuve Sénégal

Depuis près de 20 ans, le pS-Eau anime une concertation et un dialogue ciblés avec trois pays qui bordent le fleuve Sénégal : le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. L'objectif de cette concertation est de faire connaître et reconnaître les actions des différents types d'acteurs, leurs logiques et modalités d'intervention, et d'engager un véritable débat autour des politiques nationales et de la redéfinition du rôle de chacun dans le secteur.

Ces concertations s'inscrivent : 1) dans des partenariats engagés avec les services techniques du Sénégal, du Mali, et plus récemment de Mauritanie, pour multiplier des espaces de dialogue et de programmation avec les opérateurs basés en France, dont de nombreuses associations de migrants ; 2) dans l'incitation et l'appui au montage de programmes concertés entre plusieurs opérateurs basés en France et leurs partenaires locaux.

A l'occasion de rencontres thématiques par pays et l'accueil de délégations de représentants des services techniques, de nombreuses associations de migrants ont pris connaissance des textes de politiques sectorielles, et ont été mises en relation avec des partenaires techniques dans les pays d'intervention ou avec des ONG françaises avec lesquelles leurs projets ont été affinés et mis en œuvre.

#### • Au Mali

Dans la continuité des actions d'accompagnement, notamment auprès des associations de migrants et dans le cadre du partenariat avec la direction nationale de l'Hydraulique (DNH), l'année 2007 a été principalement axée sur l'animation et la restitution du Forum sur la maîtrise d'ouvrage des communes sur les installations hydrauliques en région de Kayes. Le but de cette démarche était de fixer un cadre homogène des interventions de coopération non gouvernementale en associant communes et usagers, et en cohérence avec les principes législatifs en vigueur au Mali.



#### • Au Sénégal

Dans le cadre de la stratégie nationale visant à atteindre les Objectifs du millénaire pour l'eau et l'assainissement, les services techniques sénégalais de l'hydraulique souhaitent s'appuyer sur les migrants, les ONG et les collectivités locales françaises (à travers leur expertise et les nouveaux moyens d'intervention autorisés par la loi Oudin-Santini) pour contribuer efficacement au succès du Programme national d'eau potable et d'assainissement pour le Millénaire (Pepam, lancé en 2005).

En 2007, le pS-Eau a régulièrement informé l'unité de coordination du Pepam et les services techniques des acteurs français, notamment des associations de migrants, afin de leur permettre de bénéficier de conseils des services techniques et, quand cela est possible, d'articuler leurs interventions avec les programmes d'investissement de l'Etat.

Le pS-Eau a également participé à la première revue annuelle du Pepam à Dakar. Une officialisation du partenariat à travers un accord cadre Pepam/pS-Eau a été proposée par les services techniques sénégalais.

#### • En Mauritanie

Le gouvernement mauritanien a actualisé et adopté en mai 2006 la Déclaration de politique sectorielle du secteur de l'eau.

En 2007, en collaboration avec le SCAC, les services techniques mauritaniens ont souhaité mieux appréhender

der les opportunités de partenariat pluriannuel qui pourraient se développer grâce au mécanisme de financement Oudin-Santini. Le pS-Eau a conduit un recensement des opérations menées et des types de partenariat multi-acteurs engagés ainsi qu'une analyse des modalités d'intervention des acteurs français non gouvernementaux. Une délégation mauritanienne, composée de représentants des services techniques et de deux collectivités locales, a été accueillie par le pS-Eau.

Cette mission a permis : 1) de dialoguer avec des acteurs clés de la coopération dans le secteur de l'eau (conseil régional du Centre, Agence de l'eau Loire-Bretagne, SEDIF, SIAAP, AIMF, ville de Paris, etc.) à l'occasion de rencontres de travail bilatérales ; 2) de rencontrer des acteurs clés de la coopération dans le secteur de l'eau (conseil régional du Centre, Agence de l'eau Loire-Bretagne, SEDIF, SIAAP, AIMF, villes de Paris et Chevilly la Rue, agglomération de Sénart, etc.), à l'occasion de rencontres de travail bilatéral.

Suite à cette mission, des partenariats ont été mis en œuvre, ou consolidés, avec des associations de migrants le conseil régional du Centre (dans la région du Gorgol) et l'agence de l'eau Loire-Bretagne ou le SEDIF, qui souhaite accompagner les communes franciliennes intervenant dans le cadre du jumelage des départements du Gorgol et du Guidimakha.

- Financement : MAEE
- Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)



## Nouvelles concertations au Burkina Faso et en Haïti

En 2007, l'accent a été mis sur le renforcement de la concertation :

- au Burkina Faso, en s'appuyant sur la Maison de la coopération décentralisée et le CREPA, en lien avec la direction générale des Ressources en eau. Ce processus a été enclenché lors d'une mission conjointe avec le conseil régional du Limousin et ISF en mars, puis à l'occasion des Assises de la coopération décentralisée ;
- en Haïti, suite à une mission en mars pour y partager les premiers enseignements du programme SMC, puis à des réunions avec les partenaires français intervenant dans ce pays.
- Contact Burkina Faso : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)
- Contact Haïti : Denis Désille (desille@pseau.org)

## Appui conseil à Madagascar

Depuis quelques années, les initiatives de développement se multiplient à Madagascar, dans un contexte institutionnel en pleine mutation. Afin de répondre aux sollicitations de plus en plus nombreuses sur les questions d'eau et d'assainissement, le pS-Eau s'est mobilisé en 2007 pour recenser de façon plus systématique les acteurs français et leurs actions ; identifier les acteurs locaux ou internationaux (services de l'Etat, ONG, opérateurs privés, autres organismes, etc.) intervenant dans le secteur et susceptibles d'être partenaires des acteurs français intervenant à Madagascar ; assurer un appui-conseil au montage de projets eau et/ou assainissement qui s'inscrivent pleinement dans le contexte malgache ; informer sur les outils financiers mobilisables autour de la loi Oudin-Santini et de son effet de levier, lors de la réunion du groupe pays Madagascar de Cités-Unies-France.

En novembre-décembre 2007, le pS-Eau a rencontré à Madagascar quelques-uns des principaux acteurs impliqués dans le secteur eau-assainissement et analyser quelques projets menés par des membres de pS-Eau.

Les actions engagées en France et cette mission exploratoire et d'évaluation du pS-Eau à Madagascar ont permis de réunir contacts et informations utiles pour répondre au mieux aux diverses sollicitations (appui méthodologique, recherche de partenaires, etc.) et envisager la mise en place d'un réseau d'échanges ici et là-bas, afin que les coopérations existantes et à venir se renforcent et puissent s'appuyer sur les compétences identifiées localement.

- Financement : MAEE
- Contact : Séverine Champetier (champetier@pseau.org)

## Appui conseil pour les initiatives à destination du bassin méditerranéen

Les activités conduites par le pS-Eau en 2007 dans le bassin méditerranéen sont diverses :

- appui au montage de projets et recherche de financements pour les acteurs de la rive Nord et Sud de la Méditerranée ;
- diffusion et échange d'informations sur l'intégration du Genre dans la gestion intégrée des ressources en eau en Méditerranée dans le cadre du projet GEWAMED ;
- appui et conseil aux collectivités françaises sur leurs actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau en Méditerranée ;
- diffusion d'informations et promotion de la loi Oudin-Santini auprès des acteurs de l'eau en Méditerranée ;
- recensement des acteurs de l'eau en Méditerranée et mise à jour de la base de données ;
- recensement des acteurs de solidarité internationale dans le domaine de l'eau du département de l'Hérault et capitalisation de leurs actions sous forme de fiches d'expériences ;
- production d'un document sur les enjeux de l'eau en Méditerranée et l'importance des actions de coopérations décentralisées en direction des élus du département de l'Hérault ;
- participation au Programme concerté Maroc (PCM) ;
- appui au développement du réseau associatif de développement durable des oasis au Maghreb (RADD) et au montage du Programme d'actions concertées oasis (PACO).

- Financement : MEEDDAT, Conseil général de l'Hérault
- Contact : Christophe Brossé (med@pseau.org)



## Appui conseil en Asie du Sud-Est

Dans la poursuite de l'animation d'une concertation concernant les pays d'Asie du Sud-Est, le pS-Eau a conduit les activités suivantes en 2007 :

### • Recensement des actions et acteurs

Plusieurs initiatives de coopération ont été identifiées. Les données recueillies font l'objet de valorisation sous diverses formes :

- article dans la *Lettre du pS-Eau* (maîtrise des eaux pluviales à Hué), interview de M. Virabouth, directeur du Water Supply Authority ;
- fiches en ligne sur [www.pseau.org/outils/actions](http://www.pseau.org/outils/actions).

### • Participation aux Assises franco-vietnamiennes de la coopération décentralisée

A l'occasion des Assises franco-vietnamiennes de la coopération décentralisée qui se sont tenues en octobre 2007, l'organisation d'un atelier thématique « eau et santé » a été retenue par le comité de pilotage. Le pS-Eau s'est associé aux conseils généraux du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis (chefs de file) et aux partenaires (EAST, SEDIF, SIAAP, Aquassistance, etc.) mobilisés dans la préparation et l'animation de cet atelier.

Les travaux des assises ont souligné les besoins exprimés en matière de renforcement des compétences locales. Puis ce groupe de contacts, essentiellement composé d'acteurs franciliens, est resté mobilisé autour d'une offre de formation à développer au sein de l'Institut des métiers de la ville basé à Hanoi.

- Financement : MAEE
- Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

# La communication à destination des acteurs de l'eau

## Les publications du pS-Eau en 2007

Dans son souci de garantir la production continue de guides et référentiels propres à fournir des cadres de références pour l'action auprès des acteurs du développement, le pS-Eau a réalisé durant l'année 2007 :

### ● Trois *Lettres du pS-Eau*

Document d'information et d'animation emblématique du réseau pS-Eau, *La Lettre* fait l'objet d'une diffusion directe moyenne de 3 500 exemplaires (2 400 en version imprimée + 1 400 en version pdf par email) et 12 000 contacts sont invités à la télécharger sur le site web du pS-Eau (5 750 téléchargements pour la Lettre n° 54 de juin 2007). En 2007, 3 numéros (n° 54 à 56) ont été réalisés.

### ● Six cahiers techniques et guides

- Éléments pour l'évaluation des projets d'approvisionnement en eau potable (Cahier technique n° 15) dans la série Guide de la coopération décentralisée, en partenariat avec le SEDIF.
- Eau et assainissement en Haïti : état des lieux du secteur. Perspectives et opportunités pour la coopération décentralisée et non gouvernementale. Compte rendu de la rencontre du 4 juillet 2007, pS-Eau/ GRET/collectif Haïti de France (7 pages).
- Eau et assainissement en Haïti : développement des services et décentralisation. Compte rendu de la rencontre du 5 novembre 2007 pS-Eau/ GRET/collectif Haïti de France (7 pages).
- Le Guide de la coopération Nord - Pas de Calais dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Lianes Coopération / pS-Eau, nov 2007, 20 pages.
- La gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE) dans les actions de coopération : quels enjeux, quels financements ? Publication coordonnée par l'ARENE.
- Des solutions adaptées pour l'assainissement : exemples de technologies innovantes à faible coût pour la collecte, le transport, le traitement et la réutilisation des produits de l'assainissement. Waste (contribution du pS-Eau à la traduction et à la diffusion en milieu francophone)



## Enrichissement du fonds documentaire électronique

Plusieurs centaines de documents utiles pour les acteurs du secteur sont librement accessibles à tous à partir du site web du pS-Eau.

## Relais d'information

Le pS-Eau s'appuie sur deux formes de diffusion d'information :

— *L'accès libre à son site web* : les statistiques de consultation du site indiquent qu'au delà de la diffusion directe (3 500 exemplaires) lors de la parution des *Lettres du pS-Eau*, près de 50 000 téléchargements ont été réalisés durant 2007. Au total ce sont 614 562 documents qui ont été téléchargés durant l'année 2007, chiffre en augmentation de 25 % par rapport à 2006.

— La diffusion d'information via email auprès de publics ciblés, par exemple l'information sur les appels à projets de la MAAIONG concernant des projets d'assainissement, diffusée auprès des Ong françaises et de la ville de Paris.

Financements : MAEE, MEEDDAT, SEDIF...

Contacts : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

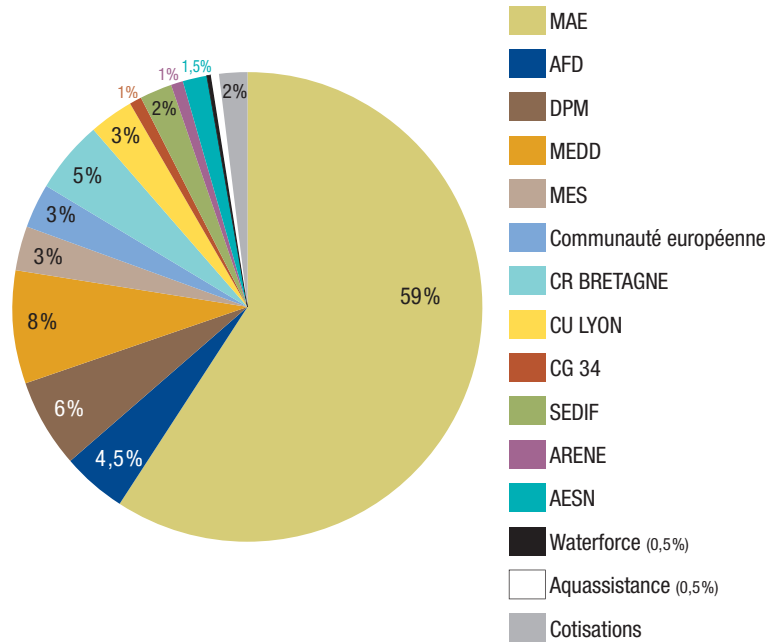
Michel Taquet (taquet@pseau.org)

# 3 Budget et organisation

Budget 2007 : 1 million d'euros

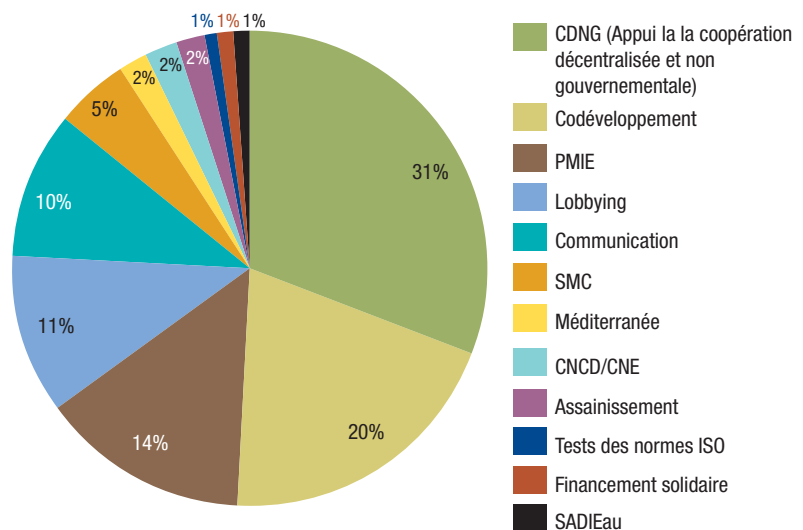
## Les sources de financement

● Pouvoirs publics français	80,5 %
● Commission européenne	3 %
● Collectivités territoriales françaises	13,5 %
● Cotisations	2 %
● Autres	1 %



## Les affectations budgétaires

● 2/3 d'activités relatives au secteur de l'eau et de l'assainissement
● 1/3 d'activités relatives aux activités liées aux migrants



### Président du pS-Eau

M. René Ala (Ambassadeur de France)

### Vice-président

M. Christian CAMBON (Syndicat des eaux d'Ile-de-France)

M. Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT

### Secrétaire

M. Thierry VANDEVELDE (Waterforce)

### Trésorier

M. Bruno VALFREY-VISSER (Hydroconseil)

### Membres d'honneur

M. Stéphane HESSEL (Ambassadeur de France)

AMF (Association des Maires de France)

### Les membres du conseil d'administration

M. Thierry BARBOTTE (BURGEAP)

M. Stéphane CAMBOU (Conseil régional du Limousin)

M. Laurent CHABERT D'HIERES (Eau Vive)

M. Xavier CREPIN (ISTED)

M. Bertrand DELANOE (AIMF)

M. Michel DESTOT (AMGVF)

M. Guy FRADIN (AESN)

M. Marc GENTILINI, (Académie de l'Eau)

Mme Bénédicte HERMELIN (Gret)

M. Charles JOSSELINE (Cités-Unies-France)

Mme Anne LE STRAT (Mairie de Paris)

M. Jean-François MATTEI (Croix-Rouge Française)

M. Jean-Claude OPPENEAU (ADEME)

M. Rémi POCHAT (Laboratoire Central des Ponts et Chaussées)

Mme Lisette PROVENCHER (Aquassistance)

### Membres associés

Agence française de Développement (AFD)

Ministère de l'Ecologie, de l'Energie du Développement durable  
et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT)

Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)

Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale  
et du Développement solidaire (MIIDS)

### Qui contacter

Directeur : Pierre-Marie Grondin, [grondin@pseau.org](mailto:grondin@pseau.org)

Comptabilité : Houharia Farsi, [farsi@pseau.org](mailto:farsi@pseau.org)

Communication et gestion de l'information

Michel Taquet, [taquet@pseau.org](mailto:taquet@pseau.org)

Eau et assainissement

Christophe Le Jallé, [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)

Denis Désille, [desille@pseau.org](mailto:desille@pseau.org)

Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée  
et non gouvernementale

Guillaume Aubourg, [aubourg@pseau.org](mailto:aubourg@pseau.org)

Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée  
et non gouvernementale, région Rhône-Alpes

Rémi Gatineau, [gatineau@pseau.org](mailto:gatineau@pseau.org)

Eau et environnement en Méditerranée

Christophe Brossé, [med@pseau.org](mailto:med@pseau.org)

Migration et initiatives économiques (PMIE)

Déborah Galliot, [galliot@pseau.org](mailto:galliot@pseau.org)

Codéveloppement

Gilles Cressan, [cressan@pseau.org](mailto:cressan@pseau.org)

Sylvette Milin, [milin@pseau.org](mailto:milin@pseau.org)

**Le programme Solidarité Eau** a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens en charge de l'environnement, afin de répondre aux défis de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement et de soutenir des initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Aujourd'hui, Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans le domaine de l'eau. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant près de 20 000 correspondants engagés pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.



**programme Solidarité Eau**

32 rue Le Peletier 75009 Paris

T. 33 (0)1 53 34 91 20 / 91 21

[pseau@pseau.org](mailto:pseau@pseau.org) • [www.pseau.org](http://www.pseau.org)